

Les Etats-Unis et le monde : la reconversion est-elle possible ?

mardi 4 novembre 2008, par [Catherine DURANDIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Catherine DURANDIN](#), **Les Etats-Unis et le monde : la reconversion est-elle possible ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 4 novembre 2008.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique des Etats-Unis et du monde. Alors que B. Obama vient de remporter les élections présidentielles, les Etats-Unis se portent mal. Leur reconversion est-elle possible ? Le président élu sera-t-il en mesure d'entendre que le monde n'est pas, n'est plus comme il l'avait été au temps de la guerre froide en l'espace de l'Europe Occidentale, demandeur du leadership américain ? L'auteur brosse un tableau éclairant des défis qui attendent le nouveau président des Etats-Unis.

Avec l'autorisation de l'auteur, le diploweb.com est heureux de vous présenter ci-dessous la conclusion d'un nouvel ouvrage de Catherine Durandin : *Les Etats-Unis et le monde : la reconversion est-elle possible ?*, Roumanie, Grupul de Studii, Prognoze si Tendinte SRL. Multimedia Political Communication, Revista de Politica Internationala, nr XIII-XIV / 2008, 119 p.

Perspectives : il est impossible de gagner une guerre sans savoir quel est son but

L'ADMINISTRATION Bush s'est donnée en septembre 2001, une mission de victoire contre ses ennemis terroristes. Mission non accomplie. A l'automne 2001, la Russie de Poutine se présentait comme l'alliée de Washington en cette lutte nouvelle. Cette époque est révolue. Les Etats-Unis héritaient d'un projet de sécurisation de son territoire via un parapluie anti missile, le système Missile Defense : ce projet bute sur des critiques internes et des réserves, des résistances extérieures. Forte en 2001- 2003 d'un soutien chaleureux de l'Europe des ex-démocraties populaires, engagées dans l'OTAN ou candidates à cette intégration, l'administration Bush est en train de perdre la carte de l'atlantisme confiant de la « Nouvelle Europe ». Moscou saisit et instrumentalise cette incertitude du devenir américain. Porteuse d'un message d'union patriotique, les Etats-Unis se trouvent en 2008, radicalement divisés : Démocrates et Républicains s'affrontent sur les questions de société certes, et très profondément sur la conception de leur relation au monde. Le débat ne porte pas de manière simpliste sur guerre ou paix. Nul candidat ne plaide, chez les Démocrates, pour le désarmement de la grande puissance. La question qu'ouvrent les réflexions et les programmes de l'opposition démocrate à Bush est celle de l'intelligence de la guerre face à des menaces et à des alertes nouvelles. Les Démocrates font un constat, celui de l'anti américanisme croissant dans le monde. Il est urgent de s'interroger sur leur propre positionnement face à l'altérité.

Aujourd'hui, des analystes modérés, experts à qui s'ouvrent les colonnes d'une revue de l' « establishment » telle que « Foreign Affairs », posent ouvertement la question : la guerre contre la terreur peut elle être gagnée ? Philip H. Gordon, membre de la Brookings Institution écrit : « Il est impossible de gagner une guerre sans savoir quel est son but » [1]. Il explique que la victoire sera concevable lorsque l'idéologie qui nourrit le terrorisme sera discréditée.

La comparaison s'impose avec la guerre froide et l'étape finale de cette guerre. Les Etats - Unis n'ont pas envahi l'URSS, Bush père ne s'est pas installé au Kremlin ! Mais les peuples dirigés par l'URSS ont cessé de croire et de se battre pour l'idéologie qu'ils étaient supposés défendre. Ajoutons de notre côté à cette analyse, avancée par Philip Gordon, que la Maison Blanche a suivi de près les étapes et l'évolution de cette désaffection pour saisir le moment de faiblesse de Gorbatchev, contesté par les forces conservatrices dans son pays et condamné par

quelques partenaires est européens tel que la Roumanie, pour l'acculer au recul. La guerre contre le terrorisme sera longue, la victoire ne sera pas totale. Contrairement à ce que prétendent les néo conservateurs, le choix n'est pas entre « la victoire ou l'holocauste ». Il est possible d'estimer que l'évolution des classes moyennes engendrera la démocratisation, par le biais du développement. La perpétuation de la militarisation de la lutte contre l'Islam fondamentaliste nourrit ses forces. Cette militarisation mine les valeurs auxquelles les Etats-Unis restent attachés, exposent des experts optimistes qui s'appliquent conjointement à démontrer que c'est la brutalité de l'exercice du leadership américain qui nuit à son accomplissement. Ce point de vue est celui d'Hillary Clinton lorsqu'elle s'exprime sur sa vision de la place et du rôle des Etats-Unis dans le monde : H. Clinton demeure convaincue que la mission de Washington est dans le « leadership », que les alliés des Etats-Unis, que le monde ne souhaitent pas leur repli. Qu'ils ont les moyens de cette direction, de construire le monde qu'ils veulent, s'ils empruntent la voie de l'intelligence. [2] La guerre contre le terrorisme peut être gagnée selon Clinton : effort militaire à poursuivre en Afghanistan et aux frontières de l'Afghanistan et du Pakistan, meilleur service du Renseignement, meilleur contrôle des frontières, ce contrôle devant s'appliquer aux frontières des pays développés. Pour la protection du sol national des Etats-Unis, plus d'investissements dans la protection des cibles potentielles des frappes terroristes. Elle ajoute qu'appelés à la direction des affaires du monde, les Etats Unis ne sont pas en mesure et seraient mal venus de ne pas travailler avec les Alliés et des organismes internationaux légitimes. La sénatrice démocrate évoque deux groupes d'alliés principaux, les Européens et l'Amérique Latine. L'écart avec les conduites de l'administration Bush au moins jusqu'en 2007 est frappant, la mémoire des années Kennedy qui conjugue euro-atlantisme et ouverture vers le continent sud américain est très présente en ce projet géopolitique. Et l'on ne peut s'empêcher de revenir à la question initiale : la guerre contre le terrorisme peut elle être gagnée à partir d'un projet occidental/ américain universalisant ? Ne serait ce pas plutôt via une reconnaissance de vocations différentes et plurielles des puissances que le besoin de nuire à l'Occident pourrait être calmé ? Sur un débat moins large, restreint au besoin de puissance retrouvée de la Russie, Henry Kissinger se montre réaliste et pragmatique : il estime que la Russie a impérieusement faim de restauration de puissance après l'effondrement de l'URSS, mais que cette dynamique impériale n'exclut pas la nécessité du dialogue et du compromis. La sécurité serait à ce prix des compromis à négocier. Le vocabulaire du compromis fut étranger à l'administration Bush.

Le temps des débats

Le temps des débats, ajustements, négociations entre pics de confrontation ponctuels est de retour. L'évolution des relations de Washington avec ses partenaires centre et est européens témoigne de cette nécessité. Pour quelques années de rêve américain post - communiste simple, besoin de sécurité et de prospérité, les ex-démocraties populaires se sont engouffrées dans une course à l'intégration euro atlantique. Le mouvement, avec la maturation d'opinions publiques aujourd'hui informées et sorties du tout ou rien, s'essouffle. La Russie sait profiter intelligemment de cette distance qui se dessine entre les capitales centre est européennes jusqu'aux capitales des pays riverains de la Mer Noire, en Ukraine, en Géorgie, et Washington. Dotés d'un statut de partenaires de l'OTAN, les nouveaux membres tendent à souhaiter retrouver une liberté de décision quant à leur propre conception de la sécurité et à leur propre

appréciation de la hiérarchie des menaces qui les fragilisent. La pénurie, la dépendance quant à leurs approvisionnements énergétiques se posent comme urgence, autant et plus que la représentation du risque que ferait peser sur eux une frappe balistique iranienne. Toute atlantiste, hier, la Pologne change et s'inquiète de voir installer sur son sol les structures du projet anti missile américain. Toute atlantiste hier, la Roumanie se demande ce que lui apportent les bases américaines installées, à la suite d'un accord passé avec Washington en 2005, sur son sol. Un réflexe de rétraction se dessine face à des demandes émanant des Etats-Unis et de l'OTAN. Les budgets consacrés à la défense sont trop lourds aux dépens des priorités d'éducation et de santé qui sont enfin perçus comme des éléments de puissance à considérer. A quel avenir peuvent prétendre des pays qui se vident pour cause d'émigration et de déclin de la natalité, ce qui est le cas de la Bulgarie et de la Roumanie ? Sur ces constats, se greffe un bilan manifeste : les Etats-Unis, la plus grande puissance du monde, se montrent incapables de gagner la guerre tant en Afghanistan qu'en Irak. L'égoïsme des nations renaît et nourrit les forces politiques locales dans le débat interne. Si l'opinion américaine dans sa majorité souhaite le retrait d'Irak, au nom de quoi Polonais, Bulgares et Roumains iraient-ils maintenir leurs propres forces ? En une telle configuration, il est aisé pour Moscou de reprendre le thème familier aux Soviétiques et à M. Gorbatchev : le dialogue pour la paix !

Une leçon à tirer

L'incapacité des acteurs Serbes et Albanais au Kosovo, l'incapacité des acteurs occidentaux, Etats-Unis et Union européenne à trouver une issue acceptée par l'ensemble des parties sur la question du devenir du Kosovo - autonome dans le cadre respecté de la souveraineté serbe ou indépendant ou indépendant sous contrôle, conduit à une fracture au sein de l'Europe, creuse la faille entre les Etats-Unis et certains membres inquiets de la « Nouvelle Europe ». Cette crise s'installe aux dépens de la puissance des Etats-Unis. En 1995, en plein cœur de l'Ohio, sur la base de Dayton, le diplomate américain Richard Holbrooke réussissait à persuader les frères ennemis, serbes alors dirigés par Milosevic, Croates et Bosniaques musulmans de mettre un terme à leurs guerres civiles sanglantes et d'accepter la construction d'une Bosnie Herzégovine sous contrôle de l'ONU et de l'OTAN. Holbrooke l'emporte en évitant de soumettre au serbe Milosevic, crispé sur le maintien de la souveraineté serbe sur le Kosovo, la question d'une modification du statut de cette province où les populations albanaises majoritaires réclament l'indépendance. Le processus de luttes intestines entre Serbes et Albanais s'est poursuivi et, au printemps 1999, c'est l'OTAN qui intervient par voie de frappes aériennes pour arrêter les exactions serbes contre les Albanais. Le moment printemps 1999 est essentiel pour comprendre la posture en dysfonctionnement de cette Europe du Sud Est vis-à-vis de Washington. D'un côté, les pays voisins de la Serbie, étaient - Bulgares et Roumains - en demande d'intégration dans l'OTAN, une demande largement portée par les populations. Mais de l'autre, ces populations se sentaient proches des Serbes : fraternité orthodoxe, pauvreté, identités de pays mineurs, périphéries lointaines de l'UE. Les populations ont lu dans les frappes aériennes sans troupes au sol, l'expression de l'hyper puissance des Etats-Unis et de l'OTAN, démesurée. Cette intervention asymétrique fut loin d'être populaire, les gouvernements de Bucarest et de Sofia ont du faire fi de leurs opinions publiques pour accepter de céder leurs espaces aériens à l'OTAN, lors des frappes contre Belgrade. La leçon à

tirer est claire : les Etats-Unis séduisent (ces pays voulaient entrer dans l'OTAN), l'expression de leur puissance rebute (ces pays ont été choqués par l'asymétrie du rapport de forces.) Il y a plus : le projet post guerre est insuffisant. En 1999, le Kosovo passe sous administration de l'OTAN et de l'ONU. Les Kosovars albanais persistent à réclamer l'indépendance. En 2007, la demande se voit prise en compte par Washington et la majorité des capitales de l'Union européenne, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais Belgrade rétorque en avançant un refus, au nom du respect des frontières des états souverains. Face à un risque de nouveau conflit, l'Union européenne lance à la hâte une proposition d'ouverture vers la Serbie, allant vers la libre circulation des personnes dans l'espace européen, sans visa.

Si l'imagination fait défaut à Washington et Bruxelles, Moscou n'en manque pas

Le 17 février 2008, le Kosovo s'est prononcé pour l'indépendance via une déclaration unilatérale. Les autorités kosovares font reconnaître cette indépendance au coup par coup. Moscou rejette cette reconnaissance. La Russie considère, à juste titre, que cet acte unilatéral délégitime la déclaration 1244 du Conseil de Sécurité qui gérait depuis 1999 l'évolution de la Serbie et du Kosovo. Bucarest, en dépit de son partenariat privilégié avec Washington, en dépit de l'installation de 4 bases américaines sur le territoire roumain, se trouve en phase avec l'argumentaire des Russes et se refuse à reconnaître l'indépendance du Kosovo. Chacun se met à penser que la situation de ce Kosovo indépendant et reconnu par certains états alors que d'autres s'y refusent, conduit à une impasse de la diplomatie, à une impasse de la pensée sur la souveraineté des états .

A Washington, comme à Bruxelles sur ce terrain des relations avec Belgrade et Pristina, l'imagination a donc manqué, aux lendemains de la démonstration de force. Elle n'a pas fait défaut à Moscou, dans le même temps. Prenant en compte le désarroi des concurrents occidentaux, V. Poutine fait une proposition simple aux Serbes, l'alimentation en gaz naturel via le géant russe Gazprom. Etablir une joint-venture avec la compagnie d'état serbe Serbian Gas, fournir la Serbie durant 30 ans et s'assurer le monopole du transit, vers l'Europe Centrale. Le nouveau gazoduc au joli nom de « South Stream » qui passerait par la Bulgarie, met en péril le projet Nabucco soutenu par l'UE allant de Caspienne à l'Europe via la Turquie, évitant la Russie. « Des banques, pas des tanks », annoncent les Russes qui se proposent d'acheter par ailleurs 51% de la compagnie pétrolière d'état serbe, NIS.

Cette étape du succès de confirmation d'un retour vers les Balkans de Moscou, condition nécessaire mais non suffisante de l'expression de la puissance russe qui vise une pénétration européenne depuis plusieurs années, est jouable du fait des divisions européennes : la compagnie italienne ENI s'est associée au projet Gazprom. Mais elle témoigne de l'incapacité du géant américain à tirer les bénéfices de sa supériorité militaire. En deux mots, les Etats-Unis se sont investis dans les Balkans, militairement, avec l'OTAN, en 1994 et en 1999, et se trouvent face à l'installation d'un circuit énergétique russe qui vise au-delà des Balkans Occidentaux.

Cet épisode impose les réflexions suivantes : Serbes et Bulgares, historiquement proches de la Russie, bien au-delà de l'histoire de la guerre froide n'ont pas, en

dernier ressort, abandonné une sorte d'inclination nationale, d'affinité élective qui peut les inciter à travailler avec Moscou sans se porter vers un tout atlantiste. Face à l'indépendance proclamée unilatéralement par les Kosovars, les orthodoxes de Roumanie - par la voix de leur patriarche -

font savoir que le nouvel état musulman est un legs de l'ancienne domination ottomane dans les Balkans ! Quelques éditoriaux de la presse roumaine accusent les Etats-Unis de soutenir un état islamiste terroriste, le Kosovo, alors même qu'ils prétendent lutter contre Al Qaida et les Talibans ! Tout d'un coup, cette indépendance du Kosovo, pourtant prévisible remet en question l'extension de l'influence américaine dans les Balkans.

Moins d'emphase, plus d'altérité

Ce même épisode devrait inciter à moins d'emphase le traditionnel discours américain universaliste, utopique. Face à la nouvelle formule des Russes pour qualifier leur influence dans les Balkans, « des Banques et pas des Tanks », les diplomates du Département d'état se trouvent très démunis, en dépit des séminaires concernant « la nouvelle diplomatie transformationnelle » qui fait hausser les épaules à nombre d'entre eux : trop de paroles creuses.

Le géant américain, frappé en 2001, s'est fourvoyé depuis en prétendant avoir les moyens de reconstruire ou construire, selon les lieux, un monde à sa mesure. 2008 ouvre, sans doute, une ère nouvelle. Celle de l'apprentissage d'une reconnaissance de l'altérité qui ne serait pas perçue comme hostile non plus que dangereuse.

La mutation suppose une reconsidération du temps, de l'Histoire. Construite sur l'imaginaire dynamique de la Cité sur la Colline pour des centaines de milliers d'exilés et de migrants, l'identité puissante et optimiste des Etats-Unis a impliqué de ne pas imaginer un au-delà de son temps salvateur, un ailleurs que son sol de terre promise. Un autrement que son exemplarité, celle de l'ultime, final recours. Paradoxalement pour une nation à laquelle la vieille Europe et les puissances de civilisation ancienne reprochent de n'avoir pas d'histoire, c'est à présent aux Américains que revient de relire leur histoire, de saisir leur mémoire. Il n'est pas question ici de « repentance » mais simplement de relativité. L'expérience de la nation américaine est grandiose et spécifique, elle est unique dans un monde des pluriels et des autres « unique » à reconnaître. En 2008, la possibilité d'une candidature à la présidence, d'un citoyen noir américain d'origine à moitié kenyane musulmane, Barak Obama, est le signe que cette époque qui conjuguerait le rêve américain et sa relativité dans le rapport au monde, est bel et bien advenue. Restera à se confronter à la question demeurée sans réponse jusqu'à aujourd'hui : quelle forme nouvelle donner à un leadership qui s'est exercé en montée en puissance depuis 1917 ?

Perplexité

La question est très grave. Le candidat républicain McCain, fort de son expérience, attaque le candidat démocrate Obama qui serait ignorant des questions internationales. Au-delà des effets oratoires d'une campagne électorale, se pose - en termes concrets - le problème d'un héritage et celui des limites possibles d'une reconversion. Un simple exemple nous incite à

conclure, dans la perplexité : les 22- 24 octobre 2007, les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe ont demandé aux émirats d'estimer les dégâts que pourraient causer la force de frappe iranienne dans la région. Tombe une réponse simple : les grandes sociétés Lockheed Martin et Raytheon, avec l'accord du Congrès sont en voie d'officialiser la vente de 288 missiles Patriot aux Emirats arabes unis. Ces énormes contrats pourraient être suivis d'accords similaires avec le Qatar, avec Bahrein et Oman. Ces étapes d'achats sous tendent un projet de bouclier anti-aérien contre l'Iran qui pourrait être déployé dans tout le Golfe Un président démocrate sera-t-il en mesure de convaincre le Congrès de rayer d'un trait de plume des engagements de systèmes d'armes et des contrats qui se montent à des milliards de dollars ?

Les Etats-Unis se portent mal. Leur reconversion est-elle possible ? Le futur président sera-t-il en mesure d'entendre que le monde n'est pas, n'est plus comme il l'avait été au temps de la guerre froide en l'espace de l'Europe Occidentale, demandeur du leadership américain.

Copyright C. Durandin, 2008

Comment se procurer ce livre ?

Ce livre est publié en Roumanie sous la forme d'un numéro spécial de la revue *Politica Internationala*, automne 2008.

Il est **disponible, en France**, auprès de Catherine Durandin, Institut de Relations Internationales et Stratégiques
2 bis, rue Mercoeur - 75011 Paris.

Pour toute demande, envoyez un chèque de 18 euros à l'adresse ci dessus, en précisant très clairement votre adresse.

Plus à ce sujet : Pierre Verluise, 20 ans après la chute de Mur. L'Europe recomposée, Paris : Choiseul, 2009. [Voir](#)

P.-S.

Ecrivain, historienne. Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, Agrégée d'Histoire, Docteur es Lettres. Diplômée de roumain, INALCO. Auditrice IHEDN, 37 ème session.

Notes

[1] Philip H. Gordon, Can the War on Terror Be Won ? in Foreign Affairs November/December 2007, pp. 53-66

[2] Hillary Rodham Clinton, Security and Opportunity for the Twenty-first Century in Foreign Affairs, November/ December 2007, pp. 2-18.